

Nous examinerons également les responsabilités d'institutions aussi fondamentales que notre Sénat pour nous assurer que ces institutions fonctionnent d'une manière qui garantit une véritable représentation du peuple dans les grandes décisions qui affectent leur vie.

Je devrais mentionner que ce n'est que le début du processus. Un comité mixte spécial de la Chambre des communes et du Sénat visitera toutes les régions du pays pour entendre les vues des Canadiens sur 28 initiatives différentes.

La tâche ne sera pas facile, mais elle est importante pour tous les Canadiens.

Le Canada a été bâti sur la coopération et le compromis. C'est dans cet esprit que nous entreprenons cette nouvelle phase de notre fière histoire; et c'est pourquoi je crois que ces discussions donneront un Canada plus fort et plus uni.

Et un Canada plus fort aura une voix plus forte dans la communauté internationale.

Cela est important alors que le Canada, comme les autres membres de l'ONU, examine les changements fondamentaux qui se produisent aujourd'hui dans le monde : des changements significatifs, profonds et complexes en Union soviétique et en Europe de l'Est; une possibilité de déblocage de l'impasse au Moyen-Orient; la reconnaissance des nouveaux défis posés à notre planète, comme les atteintes à l'environnement naturel, la fragilité du tissu socio-économique de plusieurs pays en développement et les effets potentiellement déstabilisateurs de vagues d'émigration sans précédent.

Heureusement, le contexte international de ces changements semble s'être amélioré; mais les défis eux-mêmes n'en restent pas moins formidables.

Je crois que notre génération a une occasion unique d'améliorer les structures et les instruments dont nous disposons pour instaurer l'ordre et la justice dans le monde.

Et l'Organisation des Nations Unies est au centre de ce nouvel ordre.

Pendant la dernière année, l'ONU a montré une nouvelle capacité de servir les peuples du monde par une action collective contre l'agresseur pendant la crise du Golfe ainsi que par ses autres initiatives sociales, économiques et humanitaires.

Et la semaine dernière encore, le Canada a demandé au Conseil de sécurité d'agir pour empêcher la détérioration de la situation en Yougoslavie.